



Sur les rives du lac Naivasha, à une centaine de kilomètres au nord-ouest de Nairobi, les pêcheurs et les environnementalistes assistent, impuissants, à la détérioration d'un écosystème d'une rare richesse. Pour fournir le marché européen en fleurs exotiques à longueur d'année, les serres se sont multipliées sur les rives de cette importante réserve d'eau douce. Le lac Naivasha, d'une superficie de 170 kilomètres carrés, abritants une faune variée, est désormais menacé par la pollution et l'imposante soif des fermes industrielles.

L'industrie horticole emploie près de 30 000 travailleurs dans la région du lac Naivasha, ce qui représente un chiffre d'affaires annuel de plus de 10 milliards de dollars. Dans un pays en développement tel le Kenya, où le taux de chômage est de 40 %, cette industrie est la manne économique de toute la région et attire les travailleurs par milliers. De grandes entreprises de floriculture européennes, telle la britannique Flamingo et la hollandaise Sher Agencies, profitent de l'importante réserve en eau douce du lac Naivasha, de la présence d'une main d'œuvre bon marché et d'un gouvernement plutôt accommodant sur les normes environnementales, pour multiplier les fermes industrielles. Mais la pression grandissante exercée sur le lac met en péril la survie d'un riche écosystème dont dépendent depuis des générations de nombreux pêcheurs, éleveurs et agriculteurs.

« À ce rythme, le lac ne pourra pas survivre plus de 15 ou 20 ans » affirme Nicholas Kitavi Nzioka, agent environnemental au conseil municipal de Naivasha. Depuis quelques années, le niveau d'eau du lac diminue à un rythme alarmant, alors que la consommation en eau à des fins d'irrigation dans les fermes industrielles ne cesse d'augmenter. La source du lac, située dans les collines avoisinantes, ne suffit plus à régénérer le lac et la région connaît des saisons des pluies de moins en moins abondantes.

Les résidents constatent aussi de graves changements dans le lac Naivasha. Le tilapia, poisson pêché traditionnellement dans la région, a complètement disparu, tandis que l'écoulement d'engrais chimiques, utilisés dans les fermes, a entraîné une multiplication des algues et l'apparition d'une nouvelle plante, la jacinthe d'eau, une véritable peste dans plusieurs lacs d'Afrique. « Les algues ont recouvert d'importantes zones de reproduction des poissons et empêchent l'oxygénation de l'eau » explique David Kilo du Lake Naivasha Anti-Poching and Conservation Group. D'autres produits nocifs s'écoulent aussi jusqu'au lac et il n'est pas rare d'y découvrir des groupes de poissons ou d'oiseaux morts, ce que les riverains n'observaient pas avant l'ouverture des fermes. L'année dernière, une dizaine de vaches sont mortes après avoir bues l'eau d'un ruisseau qui coulait depuis une des fermes. L'incident déclancha un important conflit, opposant les éleveurs de la région aux fermes florales.

Malgré ces problèmes, ni le gouvernement, mis au courant par des groupes de citoyens, ni la municipalité, ne semblent en mesure d'imposer des restrictions efficaces pour gérer l'exploitation du lac Naivasha. Il demeure pourtant une ressource publique, même s'il est entouré à 90 % de propriétaires privés. Le conseil municipal n'a pas les moyens de défendre l'intérêt de ses citoyens face aux investisseurs étrangers. « Ce sont des grosses compagnies avec d'importantes ressources et des contacts au sein du gouvernement » explique M. Kitavi Nzioka. La municipalité n'a pas les moyens financiers et techniques pour leur tenir tête, au grand désespoir des membres du conseil municipal. Quant à la National Environment Management Agency, qui doit s'assurer du respect des normes environnementales, elle n'emploie qu'une seule officière pour patrouiller toute la région. Aucune agence gouvernementale n'a d'ailleurs réalisé d'étude pour évaluer les impacts de l'industrie horticole sur l'écosystème.

Même s'il représente une importante source d'eau douce utile à l'agriculture et à l'élevage, et attire de nombreux touristes qui viennent y observer les hippopotames, le lac Naivasha ne dispose toujours d'aucun plan de gestion réglementant l'exploitation de ses ressources. Un document a été déposé au cours des derniers mois par la Lake Naivasha Riparian Association, qui regroupe les propriétaires privés des terrains bordant le lac. Mais ce plan privé de gestion est en ce moment contesté par la municipalité qui, contrairement au gouvernement, refuse de l'approuver. « Nous ne pouvons permettre à un groupe privé de gérer une ressource publique. Le plan de gestion doit relever d'un organe public », explique M. Kitavi Nzioka. « Pour qu'un plan de gestion puisse fonctionner, les communautés locales doivent être impliquées, mais à Naivasha ce n'est pas le cas. Seules les fermes horticoles sont impliquées et ce sont elles qui polluent » dénonce Douglas Gachucha volontaire pour Nature Kenya.

Tout en étant conscientes de la détérioration du lac, les compagnies continuent à exploiter sans ménagement la région du lac Naivasha, malgré les protestations du conseil municipal qui déplore le manque de coopération des compagnies étrangères et de leurs propriétaires. « Ils exploitent le lac, mais ne veulent pas investir pour protéger la ressource » déplore M. Kitavi Nzioka. Pourtant, l'industrie est très lucrative et les fermes se multiplient et prennent de l'expansion. Environ trois nouvelles fermes s'installent sur les berges du lac Naivasha à chaque année. Elles créent de nombreux emplois dans la région, mais la communauté profite très peu de l'investissement étranger. Les fermes ne payent pratiquement aucune taxe municipale et doivent plus de 70 millions de shillings en droits territoriaux.

« La municipalité ne reçoit même pas 0,1 % des revenus de l'exploitation du lac Naivasha » explique l'agent environnemental du conseil. La ville peine aussi à fournir toutes les infrastructures nécessaires au bien être des milliers de travailleurs qui migrent vers la région pour y trouver de l'emploi. Le développement local a donc plutôt souffert de l'investissement massif dans la région selon M. Kitavi Nzioka. « La présence des fermes n'a pas fait de notre ville ce qu'elle devrait être » juge-t-il.

Ce reportage a été réalisé grâce aux contributions de l'Agence canadienne de développement international (ACDI) et du [Carrefour international de la presse universitaire francophone \(CIPUF\)](#)